

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 24/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LCK SCI

3 rue du Maréchal Leclerc

67190 MUTZIG

Code AIOT : 0003012854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement LCK SCI implanté 1 rue d'Aalborg - 67150 ERSTEIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- Suite à mise en demeure

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LCK SCI
- 1 rue d'Aalborg - 67150 ERSTEIN
- Code AIOT : 0003012854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société exploite un entrepôt de stockage.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	AP de Mise en Demeure du 10/05/2023, article 1er	Levée de mise en demeure
2	Situation administrative	AP de Mise en Demeure du 10/05/2023, article 1er	Levée de mise en demeure
3	État des matières stockées, périodicité et disponibilité	AP de Mise en Demeure du 10/05/2023, article 1er	Levée de mise en demeure
4	État des matières stockées - gestion accidentelle	AP de Mise en Demeure du 10/05/2023, article 1er	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence de déchets dangereux. La régularisation, par demande d'autorisation, comme la notification de cessation d'activité ne sont plus nécessaires. Le logiciel Nomeref, utilisé par l'exploitant, lui permet de suivre les quantités présentes en temps réel. Les produits entreposés sont classés par rubriques correspondantes. Les quantités réelles sont comparées aux seuils des rubriques. Les quantités, localisations, et caractéristiques (inflammable, liquide...) des produits stockés y sont précisées. Les caractéristiques des produits, contenues dans Nomeref, sont vulgarisées pour une gestion des stocks par les magasiniers. Elles sont exploitables, en l'état, pour une information de la population.

Un inventaire est fait pour tous les clients de manière tournante avec une fréquence mensuelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/05/2023, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, entreposage de déchets dangereux sans autorisation
Prescription contrôlée : [...] Pour la régularisation des installations de transit de déchets dangereux, la société LCK SCI dépose un dossier en vue de la poursuite de l'exploitation dans des conditions régulières ou, si elle ne souhaite pas poursuivre cette exploitation, met les installations de transit de déchets dangereux à l'arrêt définitif. Suivant l'option retenue, elle dispose des délais suivants : <ul style="list-style-type: none">• 6 mois pour déposer à la préfecture du Bas-Rhin, une demande d'autorisation environnementale conforme aux dispositions des articles R.181-13 à 15 du code de l'environnement;• 3 mois pour déposer à la préfecture du Bas-Rhin, la notification de la mise à l'arrêt définitif des installations comprenant les éléments définis aux I et II de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement. [...]
Constats : Lors de la précédente inspection du 06/02/2023, il a été constaté la présence d'une trentaine de GRV (grand récipient vrac) contenant des déchets (isocyanates liquides, polyols, eaux de lavage réacteur...). Selon les informations visibles, au moins 5 GRV, d'un poids de 1 000 kg chacun, étaient des déchets dangereux. Ils ont été retournés au producteur en décembre 2023. Le délai est dû à des contestations du producteur sur la nature des déchets. Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence de déchets dangereux ni lors de la visite du dépôt, ni lors de la consultation du registre Nomeref utilisé par l'exploitant. La régularisation, par demande d'autorisation, comme la notification de cessation d'activité ne sont plus nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : situation administrative

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/05/2023, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, connaissance des quantités présentes pour rester sous le seuil seveso
Prescription contrôlée : [...] Pour son entrepôt, la société LCK SCI respecte, dans un délai de 4 mois, les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Article 2 de l'arrêté préfectoral du 03/08/2022 : « L'exploitant s'assure en permanence des quantités présentes pour rester sous le seuil Seveso[...] » ; [...]

Constats :
Le logiciel Nomeref, utilisé par l'exploitant, lui permet de suivre les quantités présentes en temps réel. Les produits entreposés sont classés par rubriques correspondantes. Les quantités réelles sont comparées aux seuils des rubriques. Le suivi permet de prévenir et anticiper tous dépassements. 3 personnes sont formées à l'utilisation du logiciel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/05/2023, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, inventaire physique annuel
Prescription contrôlée :
<p>[...] Pour son entrepôt, la société LCK SCI respecte, dans un délai de 4 mois, les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> [...] Point 1.4 §I de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 : « [...] Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante [...] » ; [...]
Constats :
Un inventaire est fait pour tous les clients de manière tournante avec une fréquence mensuelle. Il a été consulté lors de l'inspection. Un contrôle aléatoire a été fait lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : État des matières stockées - gestion accidentelle

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 10/05/2023, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks
Prescription contrôlée :
<p>[...] Pour son entrepôt, la société LCK SCI respecte, dans un délai de 4 mois, les dispositions suivantes : [...] Point 1.4 §I de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :</p> <ul style="list-style-type: none"> « [...]Point 1.4 §I.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 : « Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : - 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. - Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. - Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement [...] » ;

- [...] Pour son entrepôt, la société LCK SCI respecte, dans un délai de 4 mois, les dispositions suivantes : [...] Point 1.4 §1.2 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :
« Cet état des matières stockées [...] :
- 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage [...] ».

Constats :

Le logiciel Nomeref, utilisé par l'exploitant, permet une localisation actualisée quotidiennement. Les quantités, localisations, et caractéristiques (inflammable, liquide...) des produits stockés y sont précisées.

Le logiciel Item contient également les quantités de produits et leur localisation en temps réel.

La présence de matières dangereuses n'a pas été constatée sur site lors de l'inspection.

Les caractéristiques des produits contenus dans Nomeref, sont vulgarisées pour une gestion des stocks par les magasiniers. Elles sont exploitables, en l'état, pour une information de la population.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure
